

JUILLET
2023

Quel cadre pour un partenariat énergétique et climatique Europe- Afrique gagnant-gagnant ?

Marc-Antoine EYL-MAZZEGA



Centre
Énergie
& Climat

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 979-10-373-0734-7

© Tous droits réservés, Ifri, 2023

Couverture : © Tukio/Shutterstock

Comment citer cette publication :

Marc-Antoine Eyl-Mazzega, « Quel cadre pour un partenariat énergétique et climatique Europe-Afrique gagnant-gagnant ? »,
Notes de l’Ifri, Ifri, juillet 2023.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Auteur

Marc-Antoine Eyl-Mazzega est directeur du Centre Énergie & Climat de l'Ifri depuis le 1^{er} septembre 2017.

Auparavant, il a travaillé six ans à l'Agence internationale de l'énergie, où il a notamment été en charge de la Russie et de l'Afrique subsaharienne, s'occupant plus particulièrement des analyses gaz et pétrole sur ces zones et des relations institutionnelles. Marc-Antoine Eyl-Mazzega a également travaillé à la Fondation Robert Schuman, où il a animé un observatoire sur l'Ukraine. Ayant la double nationalité française et allemande, il est docteur de l'Institut d'études politiques de Paris.

Résumé

Les tensions Nord-Sud sont exacerbées alors que les Européens et les Africains traversent tous deux une période de troubles sans précédents. Les polycrises européennes (géopolitiques, énergétiques, économiques) font écho aux vulnérabilités systématiques renforcées par les chocs externes que subissent les États d'Afrique subsaharienne (pandémie, inflation et pénuries, remontée brutale des taux d'intérêt, assèchement des liquidités). À une différence près : quand les Européens sont perdants mais restent riches, la plupart des Subsahariens voient la perspective d'atteindre les objectifs onusiens de développement durable (ODD) s'éloigner à nouveau dangereusement, alors que le changement climatique est dévastateur.

À une période marquée par un dialogue de sourds, une montée des récriminations et malentendus de part et d'autre succède désormais une phase d'écoute, de coordination et de coopération pour des actions très concrètes à très fort impact. La transition énergétique européenne et la remise en selle de l'Afrique subsaharienne vers l'atteinte des ODD ont besoin de s'appuyer sur des partenariats multiples et gagnants-gagnants entre Européens et Africains. Il est urgent de changer la donne en replaçant le développement au cœur des actions et de transformer ce marathon interminable en course contre la montre pour enfin parvenir à atteindre les ODD. Une fenêtre d'opportunités est ouverte et il ne faut pas la rater : obtenir rapidement et de manière concrète des avancées majeures sur la restructuration des dettes, le renforcement des financements, le *de-risking* des investissements dans la mise en œuvre des ODD, ajuster les stratégies d'aide et renforcer l'investissement privé.

Ces enjeux ont fait l'objet d'avancées lors des dernières Conférences des Parties (COP) et lors du sommet sur un nouveau pacte financier global de juin 2023 à Paris. Mais les Européens doivent encore reconsidérer et consolider leur approche concernant les hydrocarbures, l'électricité, les mines et la biodiversité, en tenant compte des attentes et besoins des pays partenaires. L'état de pauvreté électrique et énergétique quasi généralisé en Afrique subsaharienne est source d'instabilité et freine le développement et les investissements. En outre, un essor économique de la région calqué sur celui de la Chine, de l'Europe ou des États-Unis au XX^e siècle compromettrait les efforts de préservation de la planète.

Dans le domaine de l'électricité, l'enjeu est de dé-risquer les investissements dans les énergies renouvelables, de renforcer la finance concessionnelle et de mieux la cibler. Des outils peuvent être rapidement mis en place. Les États doivent de leur côté renforcer leur cadre réglementaire et moderniser leurs sociétés nationales. Les réseaux sont un maillon faible et méritent d'être soutenus par les bailleurs de fonds.

Dans le domaine des hydrocarbures, qui va connaître une forte croissance ces prochaines années dans la région, l'enjeu est de réduire au maximum les impacts sociétaux et environnementaux. Des plans de transformation des secteurs énergétiques et de modernisation des États doivent être développés de façon transparente et concertée pour éviter toute nouvelle malédiction des ressources et maximiser les opportunités de développement, notamment des infrastructures et solutions bas carbone.

L'essor du secteur minier a besoin d'infrastructures locales et régionales et de mise en œuvre de critères de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) plus exigeants afin de préserver l'environnement, les travailleurs et de favoriser le développement inclusif. Pour les Européens, il convient de mobiliser et mettre à disposition des capitaux compétitifs, de constituer des alliances minières et industrielles, d'aider à former la main-d'œuvre et de structurer des projets qui soient gagnants-gagnants.

Dans le domaine de la biodiversité, une immense opportunité d'actions et de développement s'ouvre à condition de renforcer l'intégrité des marchés volontaires du carbone et de la biodiversité, ainsi que la gouvernance au niveau local, en impliquant toutes les parties prenantes.

La transition telle qu'envisagée en Europe n'est pas transposable à l'Afrique subsaharienne, dont les principaux défis sont l'accès à l'énergie abordable et à une cuisson propre, le développement, l'emploi des jeunes et l'adaptation au changement climatique. Les Européens doivent être plus rapides dans leur capacité à accompagner des projets et tenir compte du fait que trop de prescriptions (comme dans la taxonomie, les normes de *reporting* extra-financier, ou les critères RSE) les rendent moins influents et attractifs. Il faut de la flexibilité et de l'accompagnement tout au long du chemin plutôt qu'attendre des résultats immédiats. Les priorités mériteraient d'être recentrées : l'accès à une cuisson propre est la mère de toutes les batailles et une des clés du développement et de la protection de l'environnement. Ce défi existentiel peut être surmonté rapidement. Ensuite, se pose la question cruciale des réseaux électriques et des infrastructures. Enfin, il faut éviter de verrouiller des émissions dans la durée du fait des besoins liés au développement et à l'urbanisation (acier, ciment notamment).

Le succès de cette nouvelle page entre l'Europe et l'Afrique subsaharienne dépendra de la capacité des Européens à réduire encore plus rapidement leurs émissions pour faire de la place à la croissance inévitable des émissions subsaharienne. Aux États de la région, il incombe de renforcer la gouvernance et le cadre des investissements pour que la croissance soit inclusive, durable et stable, et que ces efforts ne soient pas de courte durée. Et c'est aux Africains de formuler les mêmes exigences auprès de la Chine, de la Russie, des pays du Moyen-Orient et d'Amérique du Nord, qui sont moins engagés dans leur politique de décarbonation et de soutien.

Sommaire

INTRODUCTION	6
DERRIÈRE LES TENSIONS NORD-SUD, UNE PAUVRETÉ ÉNERGÉTIQUE ET UNE INJUSTICE CLIMATIQUE DEVENUES INACCEPTABLES	9
L’Afrique subsaharienne souffre d’une marginalisation énergétique et économique	9
Que dit-on et pense-t-on de part et d’autre de la Méditerranée ?.....	11
LES ENJEUX D’UNE NOUVELLE APPROCHE DANS LES DOMAINES DE L’ÉNERGIE ET DE L’ENVIRONNEMENT	15
Hydrocarbures : pas de boom pétrolier, mais un essor du gaz	15
Développement des secteurs électriques.....	18
Développement des métaux des transitions	20
Environnement et biodiversité	21
PERSPECTIVES.....	23

Introduction

Ces trois dernières années, le continent africain a subi plusieurs chocs externes : la crise sanitaire et ses conséquences économiques profondes pour le continent à partir de 2020-2021¹ ; les chocs de l'inflation, en particulier sur les denrées agricoles suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie début 2022² ; et enfin le choc de l'augmentation des taux d'intérêt et l'effondrement des ressources concessionnelles depuis 2022. Parallèlement, l'Afrique, à l'instar des autres régions du monde, subit également les multiples effets du changement climatique : érosions côtières, sécheresses, faibles débits d'eau des fleuves et barrages notamment. Ces effets sont d'autant plus importants que de nombreux États sont en situation de fragilité et donc peu efficaces dans la réponse à ces défis et aux besoins des populations affectées. Le nombre de personnes déplacées en raison de ces différentes manifestations ne cesse d'augmenter³.

Parmi les conséquences en cascades, citons entre autres la dépréciation ou dévaluation des monnaies locales ; l'inflation (tirée par tous les biens importés) ; les crises de remboursement des dettes qui affectent plus de vingt pays, notamment la Zambie, le Zimbabwe, le Ghana, la Tanzanie, l'Éthiopie, le Cameroun, le Tchad, le Soudan ou encore la Guinée ; et le recul des dépenses publiques, accaparées par les remboursements et pénalisées par les faibles rentrées fiscales⁴.

Par ailleurs, les objectifs de développement durable (ODD) sont loin d'être atteints. Certains semblent même s'éloigner, comme la lutte contre la pauvreté. Si le taux de pauvreté avait diminué de 56 % en 1990 à 43 % en 2012 et 35 % en 2019 (en dépit de la croissance démographique, la pauvreté continue de croître)⁵, une situation encore plus délicate apparaît en Afrique subsaharienne. La Banque mondiale note, fin 2022 : « L'Afrique subsaharienne abrite aujourd'hui 60 % des individus en situation d'extrême pauvreté dans le monde, soit 389 millions de personnes. Elle possède le taux de pauvreté le plus élevé du monde, à environ 35 %. Pour parvenir à mettre

1. « L'impact macroéconomique du COVID-19 sur l'Afrique : données d'un modèle macro économétrique agrégé pour l'ensemble de l'Afrique », série de Documents de travail, United Nations Economic Commission for Africa, 2021, disponible sur : www.uneca.org.

2. « Réunion des Ministres africains des finances, de la CEA et du FMI », Présentation sur l'impact de la crise ukrainienne sur l'Afrique », United Nations Economic Commission for Africa, 2021, disponible sur : www.uneca.org.

3. « Migrations climatiques : l'Afrique de l'Est et la Corne de l'Afrique montrent la voie », *ISS Today*, Institute for Security Studies, septembre 2022, disponible sur : www.issafrica.org.

4. S. Harcourt, F. Robertson, « African Debt », Dataone, disponible sur : www.data.one.org. Voir aussi : M de Verbois, « L'Afrique dans le piège de la dette », *Le Monde*, 20 juin 2023.

5. « L'Afrique est en train de perdre la bataille contre l'extrême pauvreté », Institute for Security Studies, juillet 2022, disponible sur : www.issafrica.org.

fin à la pauvreté à l'horizon 2030, tous les pays de la région devront maintenir un taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) par habitant de 9 % par an pendant le reste de la décennie. Le défi est immense, sachant que leur PIB par habitant a augmenté de 1,2 % en moyenne au cours de la décennie précédant la pandémie⁶ ».

Les menaces liées à la sous-alimentation resurgissent, avec une acuité particulière en Afrique de l'Est, victime de sécheresses récurrentes. Des puissances régionales comme le Nigeria, l'Afrique du Sud, l'Égypte, l'Éthiopie, qui comptent parmi les premières économies du continent, sont en difficulté. La croissance économique du continent est faible, à 3,6 % en 2023 et 4,2 % en 2024⁷, alors que la croissance démographique est de 2,5 % par an. Impossible dans ce contexte de sortir les populations de la pauvreté. Bien entendu, les trajectoires des 48 pays au sud du Sahara sont contrastées, certains pays et régions résistent, voire progressent, bien mieux que d'autres (comme l'Afrique de l'Ouest), d'autant que les exportateurs de commodités ont profité des tensions sur les prix.

Ces chocs externes sont néanmoins venus amplifier les effets des vulnérabilités déjà présentes : l'extension de la menace terroriste et de l'économie grise (drogues, armes, faux médicaments, espèces protégées, filières de migrations illégales, traite humaine), l'affaiblissement de certains États et des défis économiques structurels, comme le très faible commerce interne à l'Afrique (que la zone de libre-échange mise en place fin 2021 ne changera pas tant que des infrastructures transfrontalières ne seront pas développées), de la faible collecte fiscale ou encore l'insuffisante production agricole locale. Le bouquet de produits exporté est souvent très peu diversifié et concentré autour de quelques commodités ce qui expose fortement les économies aux fluctuations de ces produits. Les flux d'investissements directs étrangers (IDE) ont atteint un record en 2021 à 83 milliards de dollars mais restent près de neuf fois inférieurs aux flux vers les pays émergents d'Asie, ne sont plus que de 43 milliards de dollars si l'Afrique du Sud est déduite et ne représentent que 5 % du total mondial⁸. L'investissement privé est très faible, les États ne réussissant pas à drainer les épargnes nationales vers leurs économies et à renforcer la collecte fiscale.

Ces chocs ont aussi accentué les fractures Nord-Sud, mises en lumière par les réactions africaines non alignées à l'invasion par la Russie de l'Ukraine. C'est aussi le refus de la confrontation entre l'« Occident » et la Chine ou la Russie, dont l'Afrique se voit comme une victime. Les divergences se matérialisent fortement lors des négociations climatiques avec la mise en

6. « La réduction de l'extrême pauvreté dans le monde est au point mort », Banque Mondiale, octobre 2022, disponible sur : www.banquemondiale.org.

7. « Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne », Fonds monétaire international, avril 2023, disponible sur : www.imf.org.

8. « World Investment Report », 2022, disponible sur : www.unctad.org.

exergue, par les pays du Sud, de l'enjeu de la justice climatique, l'insistance sur la pluralité des transitions et l'accès à une énergie abordable.

De nombreuses initiatives sont en cours pour remédier à ce constat d'échec, à l'image du sommet sur un nouveau pacte financier mondial qui s'est tenu à Paris fin juin 2023⁹. Celui-ci a permis à certains États de se faire entendre, à l'instar du Kenya¹⁰, et d'accélérer un processus décisionnel complexe et frustrant : restructuration de dettes (Zambie et, auparavant, le Tchad), mise à disposition des droits de tirage spéciaux (100 milliards de dollars qu'il faudra effectivement décaisser), réflexion sur les solutions pour dé-risquer les investissements bas carbone (confiée notamment à l'Agence internationale de l'énergie, AIE, et à l'International Finance Corporation, IFC) alors que la plupart des États de la région sont notés comme « spéculatifs » (*junks*), réformes de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) pour s'adapter à ces réalités, mécanismes de flexibilité en cas de crises climatiques notamment, taux d'intérêt trop élevés, prêts en dollars peu accessibles avec des monnaies dépréciées, etc. Cependant, il faut se souvenir que les annonces du précédent sommet¹¹ ne se sont pas toutes matérialisées, loin s'en faut, et que le sommet de juin 2023 a clairement montré que les coûts de transformation environnementale des pays africains restent un problème peu traité¹². À titre d'exemple, avec la forte croissance de l'urbanisation et l'essor économique, d'immenses quantités de ciment et d'acier vont être nécessaires mais aucune initiative n'existe pour s'assurer que ces entrants seront décarbonés *via* un mécanisme de subvention internationale.

Le FMI avait déjà mis en place le *Poverty Reduction and Growth Facility* et la Banque mondiale le *Resilience and Sustainability Fund*, deux instruments clés pour faire face aux crises. Le soutien aux infrastructures régionales va être renforcé sous l'égide d'un groupe de travail présidé par l'Agence française de développement et l'Abu Dhabi Investment Authority¹³.

Cette note entend dresser un état des lieux des enjeux énergétiques dans le développement de l'Afrique subsaharienne et analyser comment ces enjeux pourraient se repositionner dans le cadre plus large des relations entre l'Union européenne (UE) et les États d'Afrique subsaharienne en cours de transformation.

9. Événement « Sommet pour un nouveau pacte financier mondial », 22 et 23 juin 2023, disponible sur : www.nouveaupactefinancier.org.

10. « Ruto Sustains the Push for a New Order in Global Finance During Paris Climate Summit », Nation, 24 juin 2023, disponible sur : www.nation.africa.

11. Sommet sur le financement des économies africaines (SFEA), Paris, 18 mai 2021.

12. G. Dufrenot, « Nouveau pacte financier mondial : "Les coûts de la transition écologique seront démultipliés pour les pays africains" », *Le Monde*, 27 juin 2023, disponible sur : www.lemonde.fr.

13. « Summit For A New Global Financing Pact: Five Recommendations On Increasing Investment In Sustainable Infrastructure In Emerging And Developing Market' », Agence française de développement, 22 juin 2023, disponible sur : www.afd.fr.

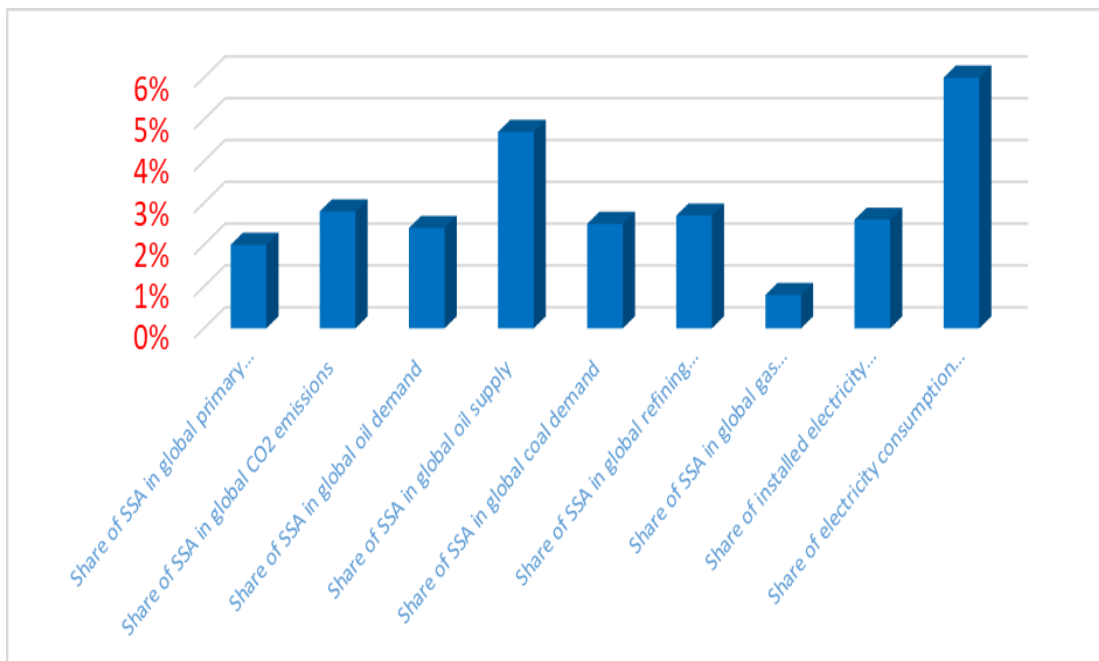
Derrière les tensions Nord-Sud, une pauvreté énergétique et une injustice climatique devenues inacceptables

L'Afrique subsaharienne souffre d'une marginalisation énergétique et économique

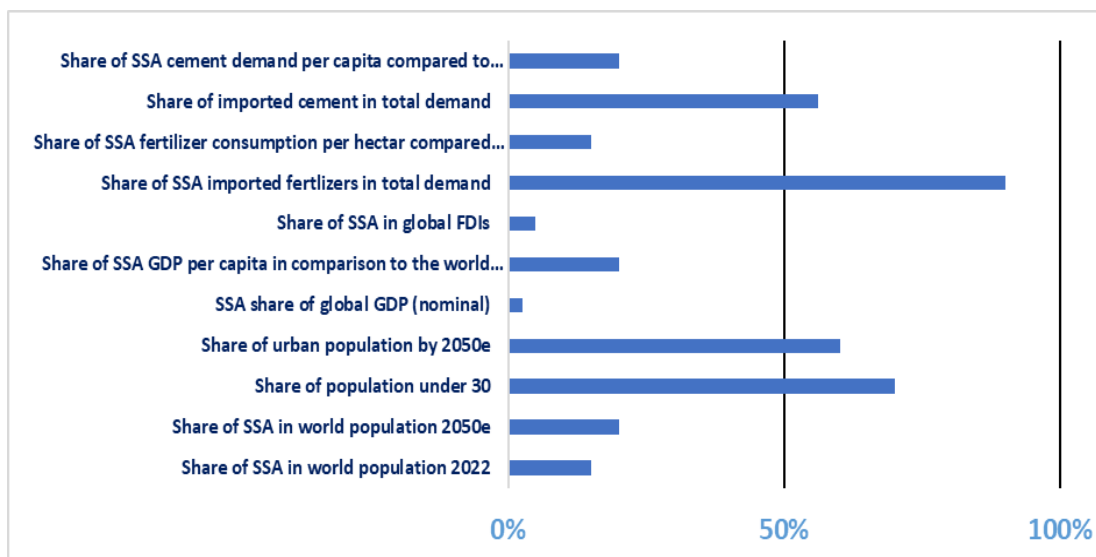
L'Afrique subsaharienne comptera 25 % des habitants de la planète en 2050, contre 15 % seulement actuellement, représentant ainsi la moitié de la croissance démographique mondiale entre 2020 et 2050. Cependant, force est de constater que sa part dans la production et consommation mondiale d'énergies ou de gaz à effet de serre est marginale. Avec une population de 1,2 milliard d'habitants dont 70 % ont moins de 30 ans, qui atteindra 2 milliards en 2050 avec 60 % d'urbains, contre 40 % actuellement, les défis sont vertigineux. De surcroît, plus de 600 millions de personnes sont sans accès à l'électricité et près d'un milliard sans accès à une cuisson propre. Vue du continent, la transition énergétique, sujet central des politiques et des opinions publiques européennes, paraît très en décalage avec les urgences africaines que sont le développement et l'adaptation.

Pour les États d'Afrique subsaharienne, la situation de sous-développement endémique et d'exposition aux chocs externes est très difficilement gérable. À leur manière, les données sur l'énergie et les équipements dans la région témoignent du chemin à parcourir.

Graphique 1 : Sélection d'indicateurs sur la part de l'Afrique subsaharienne dans le système énergétique mondial, 2021



Graphique 2 : Sélection d'indicateurs économiques et énergétiques pour l'Afrique subsaharienne, 2021



Que dit-on et pense-t-on de part et d'autre de la Méditerranée ?

La plupart des gouvernements d'Afrique subsaharienne veulent développer toutes leurs ressources et matières premières, et les valoriser tant à l'export que pour les économies locales (le gaz naturel, le pétrole, le bois, voire le charbon, et bien entendu les minerais). Tous s'intéressent aux crédits carbone (les forêts primaires, qui absorbent des quantités gigantesques de CO₂ et rendent ainsi service à la planète, peuvent alimenter les crédits carbone aux côtés de nombreux autres projets agricoles notamment, comme produire du biochar) ou encore à l'hydrogène vert. Ils ont pour objectif de développer ou renforcer leurs infrastructures, notamment pour les pays enclavés (comme l'Ouganda, le Niger, le Rwanda...) ou semi-enclavé (comme la république démocratique du Congo) qui subissent des surcoûts élevés pour l'acheminement des hydrocarbures et des marchandises. La plupart cherchent à sortir leurs populations de la pauvreté, à renforcer l'accès à l'énergie et à une cuisson propre (le Kenya est notamment fer de lance sur le sujet), à se prémunir contre les dérèglements climatiques et à développer l'emploi et la valeur locale pour les millions de jeunes qui chaque année, arrivent sur le marché du travail.

N'ayant que très peu émis de CO₂ depuis l'ère préindustrielle et présentant une population extrêmement jeune, le message de ces gouvernements est clair : les États pollueurs doivent réduire leurs émissions plus rapidement et payer pour les efforts d'adaptation des pays africains. L'on déplore les années de retard dans la mise en œuvre de la promesse de financement de 100 milliards de dollars par an. Au sein de la gouvernance du climat, différents fonds pour le soutien à l'adaptation et à l'atténuation ont été établis, mais dont l'efficacité et les moyens ne sont pas à la hauteur des besoins¹⁴. Des États africains ont exprimé le fait que Chine doit revoir sa stratégie déséquilibrée de prêts et les Occidentaux leurs conditionnalités juridique, réglementaire voire démocratique. La taxonomie pure et parfaite est une affaire d'Européens développés. L'Union africaine a par exemple clairement statué que le gaz est une énergie de transition à part entière et a défini une position commune qui insiste sur le développement, la transition inclusive et la diversité des trajectoires¹⁵. Certains experts considèrent même que les modèles énergétiques et climatiques à 2030 et 2050 utilisées pour anticiper les trajectoires mondiales entendent maintenir l'Afrique dans un état de sous-développement (notamment en termes d'électricité par habitant) pour limiter sa hausse de ses émissions de gaz à effet de serre. Les

14. T. Voïta, « "Is International Climate Finance Unfair and Inefficient?" », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 20 juin 2023, disponible sur : www.ifri.org.

15. « Africa Speaks with Unified Voice as AU Executive Council Adopts African Common Position on Energy Access and Just Energy Transition », Union africaine, 22 juillet 2022, disponible sur : www.au.int.org.

paramètres utilisés dans ces modélisations occidentales seraient ainsi biaisés, consacrerait trop d'importance aux énergies renouvelables ou aux efforts d'atténuation, limiteraient les options, ne tiendraient pas compte des spécificités et seraient ainsi dénués de réalisme. Ce serait une façon, pour les Occidentaux, de se ménager des stocks d'émissions bien trop importants encore¹⁶.

Partout où c'est possible et rentable, les technologies bas carbone s'imposent déjà et s'imposeront encore davantage car elles sont adaptées, accessibles et compétitives (à condition d'être dé-risquées). Le Kenya a l'ambition de disposer d'une électricité basée à 100 % sur les énergies renouvelables (ENR) en déployant 100 GW de capacités, et le Sénégal ambitionne de relever la part des ENR à 40 % d'ici à 2030 dans son système électrique, en bénéficiant de financements *via* le *Just Transition Partnership*. Autre exemple singulier, la Mauritanie entend devenir un leader à la fois sur les ENR et l'hydrogène et attire de nombreux investisseurs.

Certains États africains se (re)lancent dans des campagnes d'exploration-production d'hydrocarbures. Les opportunités d'exportation d'hydrogène ou de produits dérivés, de métaux et autres matières premières, suscitent un vif intérêt. Leur ambition est désormais plus grande. Il convient de développer des chaînes de valeur locales/nationales. Pourquoi se contenter d'exporter de l'hydrogène en Allemagne et ne pas capter davantage de valeur ajoutée sur les territoires ? Il en est de même pour l'industrie minière, où les États veulent remonter dans la chaîne de valeur, ce qui implique un pilotage habile pour ne pas décourager les investissements. Une autre demande est désormais clairement formulée : tourner la page de l'aide au développement, perçue comme prescriptive, et construire des partenariats entre égaux, mutuellement bénéfiques et, surtout, qui soient tangibles, rapides à mettre en place étant donné l'urgence sociale.

Pour les Européens, différents constats s'imposent : si la frontière physique et naturelle avec l'Afrique est la Méditerranée, la zone de stabilité et prospérité indispensable à la frontière sud de l'Europe s'étend très loin au cœur du continent, au-delà du Sahel. Le commerce bilatéral avec l'Afrique reste déséquilibré (30 % des exportations africaines sont dirigées vers l'Europe et 30 % vers l'Asie, alors que seulement 0,5 % des exportations européennes le sont vers l'Afrique, représentant néanmoins 31 % de ses importations¹⁷). Cependant, l'importance géoéconomique et géopolitique de l'Afrique pour les Européens est rehaussée par les conséquences du changement climatique (notamment sur la stabilité, la sécurité et les migrations, et l'impératif de maintenir les puits de carbone naturels), les matières premières des transitions énergétique et digitale, et les confrontations géopolitiques. La mise en œuvre de l'accélération de la

16. M. P. Blimpo, « Climate Change and Economic Development in Africa: A Systematic Review of Energy Transition Research », novembre 2022.

17. « Avenir des relations commerciales UE-Afrique », plénière, Parlement européen, juin 2022, disponible sur : www.europa.eu.

transition énergétique de l'Europe requiert plus d'investissements et de liens d'interdépendances avec de nombreux pays africains (ports et terminaux d'exportation, câbles électriques ou numériques, mines, infrastructures ferroviaires, routières et électriques, flux énergétiques).

On assiste pourtant à l'érosion progressive des positions européennes sur le continent et à une montée des incompréhensions. En dépit du fait que les Européens ont été les principaux partenaires à se mobiliser efficacement pendant la pandémie, sur les vaccins et le gel des remboursements des dettes publiques puis pour obtenir, avec la Turquie, *via* les Nations unies, un accord sur l'exportation de céréales de mer Noire, ils ont été surpris par les positions de certains pays africains sur l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Ils ont été choqués de constater que le récit russe mensonger de tensions alimentaires et énergétiques provoquées par les sanctions occidentales ait pu aussi facilement s'imposer. Ils ont d'ailleurs été incapables de le contrer efficacement. Une des illustrations de ces difficultés est l'important développement du sentiment anti-français en Afrique francophone et l'acclamation des Russes dans les villes du Mali ou de Centrafrique, après le départ des forces françaises et régionales¹⁸. Enfin, les situations de surendettement de certains pays à l'encontre de la Chine montrent à la fois l'impératif de travailler avec la Chine (impliquée dans le sommet de Paris sur le nouveau pacte financier) mais aussi d'offrir des alternatives, alors que les « bénéfiques » des partenariats avec la Chine ne sont pas toujours au rendez-vous. Il faut d'ailleurs noter qu'à côté de la Chine, ce sont les émissions obligataires dans des devises étrangères (eurobonds¹⁹) qui ont le plus contribué à l'endettement.

La relation Europe-Afrique est donc délicate : de nombreux pays africains s'offusquent de la taxonomie européenne (notamment sur le gaz et le pétrole, voire le nucléaire), certains gouvernements entretiennent des relations étroites avec la Chine et la Russie, dénoncent l'impérialisme des valeurs liées aux droits des personnes LGBT et aux conditionnalités démocratiques, accusent les Européens de duplicité et double standards (comme sur le charbon) ou de lourdeurs bureaucratiques (notamment en comparaison avec les acteurs chinois).

Le plus préoccupant pour les Européens est que la gouvernance dans certains pays ne montre aucun signe d'amélioration, voire est en franc recul (les coups d'états, la question des « troisièmes mandats » – désormais clarifiée au Sénégal – ou des « successions dynastiques »), au moment où les investissements sont urgents et les menaces climatiques très concrètes. Les décaissements importants des grands fonds devront impérativement ne pas donner lieu à des malversations qui remettraient en cause l'idée même de solidarité Nord-Sud pourtant essentielle.

18. A. Antil et T. Vircoulon, « Thématiques, acteurs et fonctions du discours anti-français en Afrique francophone », *Études de l'Ifri*, Ifri, 14 juin 2023, disponible sur : www.ifri.org.

19. « Eurobond ou eurobomb : jusqu'où iront les spreads ? », *Financial Afrik*, mai 2023.

Si les Européens sont parfois obsédés par le contrôle des flux migratoires et de surcroît dans le contexte électoral à venir (avec des accords bilatéraux avec les pays d'Afrique du Nord pour la sécurisation des frontières dans le cadre de Frontex), il n'en demeure pas moins qu'ils ont une population vieillissante. Le besoin de main-d'œuvre qualifiée, notamment pour la transition énergétique, est important et il faudra forcément bâtir des ponts entre l'Afrique et l'Europe, ne serait-ce pour contribuer aussi à former la main-d'œuvre qualifiée dont l'Afrique a besoin. Soutenir les efforts pour créer des millions d'emplois stables en Afrique le plus rapidement possible devrait être une priorité sécuritaire européenne.

Dernier constat pour les Européens : l'accès continu à leur marché est attractif mais peut faire l'objet de tensions. Les normes et standards européens, notamment en matière de RSE et *reporting* extra-financier (*corporate sustainability reporting directive*), peuvent être perçus comme intrusifs ou discriminants. Il y a bien entendu aussi la question des moyens. Les Européens ne peuvent pas être crédibles ni influents tant que l'Afrique concentrera 3 % de la finance climat mondiale, qui elle-même est déjà très insuffisante²⁰, et tant que les Européens ne décarboneront pas plus vite en mettant en œuvre leurs engagements contenus dans *Fit for 55* notamment. L'aide au développement bilatérale des États de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est en recul de 7,8 % à 29 milliards d'euros en 2022 mais reste considérable. Vu les contraintes liées au financement de la guerre en Ukraine, et de la reconstruction, il faut désormais réfléchir à comment être plus efficace avec un peu moins de moyens. C'est une opportunité qu'il faut saisir. Dans le nouveau contexte géopolitique et géoéconomique, les anciennes approches paraissent contre-productives (laisser-faire, pressions, sanctions, patronage, aide au développement et conditionnalité). Les Européens ont commencé à changer de stratégie, notamment via les accords commerciaux, le soutien aux infrastructures (*Global Gateways*), les *Just Energy Transition Partnerships* (pour la fermeture de centrales à charbon), les partenariats sur les matières premières, les investissements et l'accès aux capitaux, tout en progressant dans la pleine prise en compte des besoins et contraintes locales.

20. T. Voïta, « Is International Climate Finance Unfair and Inefficient? », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 20 juin 2023, disponible sur : www.ifri.org.

Les enjeux d'une nouvelle approche dans les domaines de l'énergie et de l'environnement

Quatre enjeux sont au cœur tensions Nord-Sud et devraient être prioritaires dans une stratégie extérieure du Green Deal qui reste à consolider et mettre en œuvre de manière stratégique.

Hydrocarbures : pas de boom pétrolier, mais un essor du gaz

Les nouveaux projets pétroliers en Afrique subsaharienne peuvent permettre de ralentir le déclin de la production du continent, passée de 9,7 millions de barils par jour (mbj) en 2012 à environ 7 mbj attendus en 2023 (et qui a précipité bon nombre de producteurs dans la crise en 2015-2020 du fait de la chute des prix)²¹, soit moins de 8 % du total mondial. Les nouveaux producteurs et exportateurs sont ou seront notamment le Mozambique (GNL en offshore), la Tanzanie (GNL), la Namibie (pétrole, gaz), l'Afrique du Sud (potentiellement pétrole et gaz offshore), le Sénégal et la Mauritanie (GNL depuis l'offshore dès la fin de l'année) ou encore la Côte d'Ivoire (pétrole et gaz), le Congo-Brazzaville (GNL) et l'Ouganda (pétrole). Quatre constats préliminaires peuvent être dressés :

- Il n'y a pas de boom pétrolier en Afrique subsaharienne. Les nouveaux projets pétroliers devraient permettre une hausse d'1 mbj de la production ces prochaines années et 2,5 mbj dans la décennie 2030, soit moins que les niveaux des années 2000 et guère plus de 10-15 % du total des investissements mondiaux dans l'exploration et la production. La production et les exportations de gaz vont néanmoins croître sensiblement davantage, la production passant de 255 milliards de mètres cubes par an (Gm3) en 2022 (0,6 % de la production mondiale) à potentiellement 340 Gm3 en 2030, nécessitant entre 15 et 20 milliards de dollars d'investissements par an en moyenne²². S'il n'y a pas de boom, il y a incontestablement une course : les gouvernements pressent désormais les acteurs pour lancer les projets au plus vite et ainsi pouvoir en bénéficier.

21. B. Auge, « Conséquences économiques et politiques de la chute de la production pétrolière en Afrique subsaharienne à l'horizon 2030 », *Études de l'Ifri*, Ifri, juin 2021, disponible sur : www.ifri.org.

22. « The State of African Energy 2023 Outlook », Rystad, disponible sur : www.energychamber.org.

- Le secteur pétrogazier, aux côtés du secteur minier, a jusqu'ici représenté l'essentiel des IDE dans la région (37 milliards de dollars attendus en 2023). Les majors européennes, traditionnellement très présentes, agissent désormais avec le souci de renforcer le contenu local (ce qui peut représenter des centaines de millions voire dans certains cas des milliards de dollars de contrats locaux par projets), de réduire leur empreinte environnementale et de renforcer le développement social et économique dans les territoires où elles opèrent, pour trois raisons : l'acceptabilité sociétale, le besoin d'avoir un environnement de sous-traitance local efficace (et compétitif) et les demandes des autorités. Pour la première fois, une partie grandissante des ressources extraites est destinée aux marchés locaux, où des centrales à gaz ou industries seront alimentées au gaz, ce qui permettra de se passer de charbon, de générateurs diesel ou de renforcer le réseau en couplage avec les ENR. *Idem* pour le pétrole, où des producteurs veulent se doter de raffineries pour capter plus de valeur et ne plus importer les produits raffinés (Nigeria, Ouganda). Des points de friction « traditionnels » demeurent, comme la pression fiscale locale ou le recours imposé à des partenaires locaux proches des décideurs.
- S'il est de plus en plus difficile de financer des projets pétroliers et de charbon, le financement du gaz est encore possible, mais de plus en plus contraint pour les banques européennes. Pour les banques asiatiques, américaines, d'Afrique du Sud ou du Moyen-Orient, il n'y a pas ou peu d'entraves.
- Les majors européennes listées, qui doivent rendre des comptes sur leurs activités, ne sont plus en situation dominante (31 % désormais des investissements) et sont dépassées par les sociétés nationales, certaines sociétés asiatiques qui n'opèrent pas selon les mêmes critères de RSE et standards de l'IFC, et des petits acteurs qui rendent moins, ou pas du tout, de comptes. Les majors américaines sont en retrait. Les acteurs indiens ou chinois sont en embuscade. Lorsqu'une major européenne vend ses parts ou actifs, c'est généralement un petit acteur qui les reprend. Ils sont parfois vertueux, mais sont évidemment moins scrutés et moins exposés politiquement.
- Les États détenteurs de ressources sont déterminées à les développer coûte que coûte car c'est souvent la seule source d'accès aux capitaux et revenus des marchés mondiaux (s'il y a de l'export) et donc, en principe, un outil de développement. Certes, la gouvernance dans certains États n'est pas pluraliste, voire autoritaire, mais une tendance nette s'esquisse : une volonté de rompre avec la malédiction des ressources et de ne pas dupliquer les erreurs commises par certains producteurs du golfe de Guinée notamment. Ainsi, l'Extractive Industries Transparency Initiative (EITI) parvient à développer des coopérations constructives avec les entreprises

privées, des gouvernements et la société civile dans un nombre croissant de pays, notamment en Afrique de l'Ouest, comme avec la Mauritanie et le Sénégal. L'AIE est invitée à réaliser des études-pays en Ouganda ou au Sénégal pour aider à construire des stratégies de long terme. Par ailleurs, le Kenya et le Sénégal sont devenus États associés à l'AIE, venant rejoindre l'Égypte, le Maroc et l'Afrique du Sud sur le continent. Reste à voir si ces soutiens techniques sont ensuite suivis, consolidés ou oubliés, mais une opportunité existe.

- Faut-il prendre position contre le développement de ces hydrocarbures et encourager activement des alternatives ? Comme partout dans le monde, les données scientifiques se heurtent aux inerties ou, dans ce cas, au sous-développement : c'est contraire aux volontés des gouvernements africains et ce n'est pas réaliste vu les défis de développement et l'insuffisance des rythmes de transition dans les pays de l'OCDE ou en Chine. Le curseur devrait plutôt être mis sur : le séquençage et dosage entre hydrocarbures et solutions bas carbone, utiliser le premier pour accélérer le second ; chercher à participer au financement et au développement de ces projets pour les influencer ; garantir un engagement en faveur des critères EITI et de RSE ; les intégrer dans un plan plus large de développement durable, de formation de main-d'œuvre, de financement d'infrastructures et, surtout, de déploiement des ENR et de briques de chaînes de valeur qui créent des emplois non délocalisables. Enfin, autre enjeu fondamental pour les anciens et nouveaux producteurs d'hydrocarbures : garantir un très haut niveau de vérification, contrôle et d'intégrité sur la gestion des fuites de méthane et la réduction du torchage, en coordination avec les initiatives internationales menées sur cet enjeu crucial pour limiter le réchauffement.
- Tout l'enjeu est de construire un cadre qui permette de générer un cycle de développement vertueux. Une question fondamentale ne peut pas avoir de réponse tranchée : les Européens, à travers leurs banques, fonds assureurs et entreprises, doivent-ils délaisser le secteur des hydrocarbures de ces pays, quitte à se couper de ces derniers au profit d'autres acteurs émergents souvent peu rigoureux et scrupuleux ? Il serait naïf vu d'Europe de croire que ces projets ne se feront pas et que des alternatives bas carbone peuvent s'y substituer. Vu d'Afrique, vouloir interdire les hydrocarbures est une posture néocoloniale qui consiste à vouloir priver les États d'une des rares sources de revenus possible, de surcroît rapidement mobilisable, qui permet de renforcer leur sécurité énergétique et économique. Travailler avec des acteurs européens est vu comme un gage de qualité et un atout dans le positionnement du pays et son développement. C'est leur façon de répondre aux urgences et contraintes du sous-développement et elle est parfaitement

rationnelle. L'enjeu devrait être d'accompagner ces États pour les aider à démultiplier les bénéfices des hydrocarbures, à limiter leur rôle en volume et dans le temps, et à accélérer le développement de systèmes bas carbone complémentaires. La force du marché sera ensuite telle que les solutions bas carbone seront *in fine* prédominantes et que les revenus fiscaux se consolideront avec l'essor économique.

- Cela implique que les banques, les *utilities* et autres majors puissent être actifs sur les deux fronts et s'inscrire dans une stratégie d'ensemble claire qui permette le développement, l'accès à une énergie durable, sûre et abordable, la transparence et la bonne gouvernance. Cela implique aussi que les gouvernements locaux prennent impérativement leurs responsabilités : l'heure est trop grave pour risquer de glisser à nouveau dans la malédiction des ressources.

Développement des secteurs électriques

C'est un défi structurel : l'accroissement démographique est souvent supérieur à l'amélioration du taux d'accès à l'électricité. Plus de 600 millions de Subsahariens n'ont toujours pas accès à l'électricité (la part des habitants ayant un accès est néanmoins en augmentation depuis vingt ans pour atteindre 50 % environ) et, là où il y a un accès, il est souvent insuffisant et peu fiable. Près d'un milliard d'habitants n'ont pas accès à une cuisson propre, soit 80 % des populations, ce qui est source d'inégalités hommes/femmes (les femmes et filles cherchent le bois et cuisent les aliments), de destructions environnementales, de décès prématurés et de pauvreté. On ne compte plus les stratégies et plans pour accélérer l'électrification, les calculs de montants d'investissements pour y parvenir (250 milliards de dollars) et les commentaires désabusés. Là aussi, quelques constats s'imposent :

- L'Afrique du Sud, le Rwanda, le Ghana, le Kenya, la Côte d'Ivoire et le Sénégal font des progrès très importants grâce à une volonté politique forte et en mobilisant différentes solutions.
- Il est possible de rompre le cercle vicieux de la société publique endettée qui n'assure plus de maintenance, des clients aisés qui ne paient plus du fait du service dégradé et se détournent du réseau, de l'État qui ponctionne la société nationale, cette dernière appliquant en conséquence des tarifs très élevés, qui détournent encore plus les consommateurs vers des alternatives... Et *in fine*, ce cercle vicieux suscite des recommandations de bailleurs sur l'impératif de mener des restructurations et privatisations.
- Des systèmes hybrides se déploient, notamment en ville, mélangeant systèmes décentralisés (panneaux solaires, générateurs) et centralisés. Au Nigeria, on estime la capacité des générateurs à

85 GW, contre 10 GW disponibles par intermittence sur le réseau²³. D'une manière générale, les unités décentralisées déploient désormais davantage de capacités que les sources de production centralisées.

- Le secteur privé veut investir : avec les télécoms, en utilisant le *mobile money* et les systèmes *pays as you go*, en proposant des kits solaires, du mini crédit... et en investissant dans les *corporate PPAs* pour fournir des centrales solaires connectées au réseau ou directement à des industriels. Les principaux problèmes sont le coût du risque, de l'assurance, l'absence de cadastre, les délais d'instruction des dossiers de crédit, la concurrence avec les projets de développement offerts, la maintenance des systèmes décentralisés, le coût des mini réseaux...

Quelques ajustements pourraient permettre des avancées majeures. La première tient à l'ordre de priorité : il conviendrait d'équiper massivement les foyers de solutions de cuisson propre, comme le GPL, le bioéthanol ou les cuiseurs électriques à haute pression, qui sont particulièrement adaptés à une cuisson lente²⁴. C'est la solution la moins chère et la plus efficace pour franchir un palier de développement et réduire la destruction de l'environnement.

Deuxième enjeu : dé-risquer les projets bas carbone, qui sont absolument prioritaires et indispensables. C'est là que devrait intervenir le rôle des bailleurs de fonds ou d'institutions comme la Banque européenne d'investissement (BEI), la Banque africaine de développement, les banques régionales et les banques de développement nationales. En apportant des garanties à des centaines de projets privés, ceux-là pourraient se financer plus facilement et avancer plus rapidement. Cela nécessite de changer les règles prudentielles des bailleurs de fonds, qui doivent pouvoir s'engager plus fortement dans des pays mal notés mais dans des secteurs ODD clés, alors que la plupart des risques ne sont pas avérés. Or ces risques expliquent des disparités de 1 à 6 pour le coût du capital pour un projet solaire par exemple entre l'Europe et cette région, et les risques liés aux fluctuations des taux de change seraient aussi surestimés, avec des coûts d'assurance prohibitifs²⁵. Les acteurs locaux peuvent aussi jouer un rôle grâce aux émissions obligataires vertes, à l'instar de la Banque ouest-africaine de développement dont les émissions d'obligations vertes ont connu un vif succès et dont les quelques projets dans le domaine énergétique, et dans les infrastructures en général, ne rencontrent guère de défaut. Mais il faudrait lever des dizaines de milliards, et non pas seulement des centaines de

23. H. Le Picard, « Nouveau paradigme de l'électrification en Afrique subsaharienne. Comment les systèmes hybrides décentralisés changent-ils la donne ? », *Notes de l'Ifri*, Ifri, 23 septembre 2022, disponible sur : www.ifri.org.

24. C. Philibert, « Power to the Cooks! New Clean Cooking Opportunities for Sustainable Development in Sub-Saharan Africa », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 1^{er} février 2022, disponible sur : www.ifri.org.

25. A. Persaud, « How to Unblock Green Investment in Developing Countries », *Context*, 19 juin 2023, disponible sur : www.context.news.

millions, changer les règles prudentielles du système financier actuel, et créer un mécanisme de garantie contre le risque de change.

Troisième enjeu : la modernisation des *utilities* publiques. Il ne s'agit pas de les restructurer, découper, privatiser, mais de renforcer leur indépendance, leur transparence, leur gouvernance et leur permettre d'avoir accès au crédit pour investir et sortir de la spirale négative.

Un autre enjeu majeur est l'intégration des systèmes électriques régionaux et le soutien aux réseaux, sujet désormais central pour les bailleurs de fonds.

Dernier point : la sortie du charbon en Afrique du Sud pourrait bien être plus longue que prévu étant donné la crise que traverse le pays et les enjeux sociétaux et géographiques qui y sont liés (90 000 emplois liés au charbon dans un contexte où 1 travailleur sur 3 est sans emploi). Les Européens peuvent exprimer des préoccupations quant à la mauvaise gouvernance et à la criminalisation du secteur. Cependant, il est possible de promouvoir activement les *Just Energy Transition Partnership*, qui demeurent utiles et uniques, tout en veillant à ce qu'ils soient crédibles grâce à des réalisations concrètes qui n'entravent pas les fragiles systèmes électriques locaux. Il est également crucial d'accélérer la fermeture des centrales à charbon en Europe.

Développement des métaux des transitions

Les mines en Afrique font désormais l'objet d'une fascination autant que de consternation, face à une prétendue mainmise chinoise quasi généralisée, à des conditions de travail parfois qualifiées d'esclavagistes ou à des soupçons de corruption. Il est évident que les transitions énergétiques seront intensives en métaux dont le continent africain est richement doté et que les normes RSE en vigueur et les types d'activités peuvent connaître tous les extrêmes. Là aussi, quelques constats :

- L'activité minière est extrêmement intensive en capitaux et très risquée. Outre le site minier, c'est toute l'infrastructure autour de la mine qu'il faut construire, notamment électrique, pompage et traitement de l'eau, mais aussi, et surtout, les infrastructures d'évacuation des minerais (routes, voies ferrées, pipelines, ports en eaux profondes). Les projets prennent des années à être développés, ne dégagent aucun *cash-flow* pendant ce temps, et le risque politique et réglementaire est très élevé, avec une forte instabilité des codes miniers et du cadre fiscal. À l'enjeu de la production s'ajoute celui de la séparation et du raffinage, étapes énergivores de la production dont les impacts environnementaux sont considérables. La Chine s'est spécialisée dans ce segment hautement stratégique, tant pour sa propre extraction que pour la transformation du minerai de fer australien par exemple, ou du nickel et cobalt africain ou américain.

- Les acteurs occidentaux sont peu nombreux et moins bien équipés face à des acteurs chinois qui ont le soutien direct ou indirect de leur État, mais leur atout peut résider dans leur capacité à mettre en œuvre un agenda RSE strict et crédible (tel que les *OECD standards*), qui porte sur l'ensemble des trois critères.
- S'il n'y a pas de mine propre, il peut y avoir des activités minières qui réduisent au maximum leurs empreintes, par exemple *via* l'électrification des équipements avec du solaire, le recours à l'hydrogène vert ou aux batteries pour les camions, la compensation pour la destruction de la biodiversité sur le site et, de manière décisive, la réduction de la consommation d'eau et son retraitement.

Pour les Européens, entrer dans la course aux métaux face à des géants étatiques chinois requiert une triple approche. D'abord, celle des critères RSE harmonisés sur l'ensemble des chaînes de valeur, qui est promue par la *Minerals Security Partnership* et qui crée une situation gagnant-gagnant à la fois pour le pays hôte et l'importateur. Mais cela doit se faire en bonne compréhension des attentes et contraintes des partenaires. Puis avec l'apport massif de capitaux compétitifs, *via* les crédits export, des prêts bonifiés ou des subventions.

Enfin, l'enjeu du soutien diplomatique et de la création de partenariats entre entreprises minières européennes se pose. Une opportunité doit être créée en ce sens *via* un fonds minier européen ou des coopérations entre fonds nationaux par exemple si la BEI ne peut pas être mobilisée davantage du fait des contraintes liées à la taxonomie (qui ne mentionne pas les activités minières et comporte une clause de « *do not significantly harm* » restrictive). Enfin, une autre réponse aux défis environnementaux posés par ces industries est la solution *less is more*. Il faut donc déployer une culture de la sobriété qui privilégie les petites voitures, et donc les petites puissances de batteries, aux grosses, les transports collectifs aux véhicules individuels, etc.

Environnement et biodiversité

Le continent africain est doté de richesses environnementales immenses qui rendent des services climatiques exceptionnels et souvent malheureusement, en péril : océans, mangroves, forêts primaires par exemple. Un engouement a eu lieu en faveur des solutions fondées sur la nature, *via* notamment des crédits carbone issus de marchés volontaires (estimés dans le monde à 2 milliards de dollars par an actuellement, tendance haussière). L'UE se veut par ailleurs être la pionnière de la lutte contre la déforestation illégale et importée. Un marché volontaire de crédit ou certificats à impact positif pour la biodiversité pourrait encore se développer. Et certains États africains entendent se faire rémunérer pour préserver leurs ressources en forêt par exemple, qui forment un puits de carbone à la fois immense, mais en recul.

Les constats préliminaires sont les suivants :

- Les marchés volontaires du carbone ne sont pas encore parfaitement établis, solides, intègres et ce segment doit encore se structurer. Ces solutions seront indispensables pour atteindre la neutralité carbone et les sources de biodiversité au Sud ont besoin d'argent, c'est donc un bon moyen pour notamment restaurer les écosystèmes dégradés. Les besoins d'investissement dans la biodiversité sont très élevés, de l'ordre d'un facteur 8. Les certificats à impacts positifs pour la biodiversité sont désormais mis en avant comme une solution adaptée car l'idée d'un marché mondial ne paraît pas pertinente pour des problématiques de développement très localisées.
- Cependant, au risque de verser dans la caricature, on ne peut toutefois pas accepter qu'un crédit de reforestation à dix euros la tonne permette de prétendre compenser des émissions de gaz à effet de serre dans les pays du Nord, surtout si rien n'indique que la compensation est bien légitime ou est basée sur l'idée que l'on a évité une déforestation à venir. Cela étant, les systèmes de certification et contrôle doivent et vont se perfectionner, et la demande est croissante. Le renforcement de l'intégrité et de la confiance dans ces systèmes de certification est en cours, notamment sous l'égide du conseil d'intégrité du marché volontaire du carbone.
- Il est dans l'intérêt de tous les pays d'exploiter raisonnablement et durablement leurs forêts et réserves de biodiversité, qui créent des emplois, de la valeur et, à condition que cela soit fait scientifiquement, permettent de renforcer les services environnementaux et climatiques à la planète. Le Gabon est ainsi souvent cité pour illustrer des bonnes pratiques dans ce domaine, notamment en termes de certification et de fiscalité incitative. Inversement, d'autres États se distinguent par une forte activité de déforestation illégale et souvent criminelle, soit du fait de l'incapacité de l'État à agir, soit du fait de sa complicité, ce qui désormais peut être observé directement grâce aux outils satellites²⁶. Notons également l'essor de la production de biocarburants durables et certifiés dans certains pays.

Les forêts ou océans comme biens publics communs requièrent en effet de les considérer comme stratégiques à la fois pour la préservation de la planète, mais aussi pour le développement local, responsable et solidaire. Pour les Européens et Africains, il s'agit de renforcer la mobilisation publique et privée autour de ces ressources, le partage des bonnes pratiques, les contrôles et vérifications, d'avoir accès à des fonds pour investir dans une exploitation durable, et d'agir de manière crédible et responsable pour conforter les mécanismes de certification.

26. A. Karsenty, « Géopolitique des forêts du monde : quelles stratégies de lutte contre la déforestation ? », *Études de l'Ifri*, Ifri, 30 juin 2021, disponible sur : www.ifri.org.

Perspectives

Les tensions Nord-Sud ont un grand mérite : elles ont forcé les Européens et les Africains à dialoguer davantage et à chercher à remettre en selle leurs relations pour faire face à leurs défis respectifs.

Les Européens comprennent désormais à quel point ils ont besoin de se réengager dans le continent dont ils dépendent de plus en plus et qui offre de formidables opportunités. Et leurs partenaires africains peuvent reconnaître qu'au-delà de la diversification des relations avec d'autres puissances et régions dont ils profitent, l'UE et ses États membres peuvent apporter des projets structurants de partenariat dans la durée dont ils ont besoin et dont certaines conditions et cadres d'action, notamment la transparence et les règles de droit, sont légitimes car elles réduisent le risque et renforcent la confiance.

Si l'accès aux capitaux peut être dérisoire par certaines réformes, il n'y a pas d'exception africaine au fait que les cadres d'investissement demeurent primordiaux. L'enjeu est de supprimer les risques liés à un système financier inadapté, mais c'est aux gouvernements locaux d'œuvrer effectivement à l'amélioration du cadre juridique et réglementaire.

Quatre opportunités méritent d'être saisies : les hydrocarbures en tant qu'accélérateurs de stabilité et développement, l'accélération de l'accès à l'électricité et à une cuisson propre, les activités et infrastructures minières plus durables et responsables, et enfin les marchés carbone et la protection de l'environnement. Cette fenêtre doit être saisie résolument de part et d'autre car elle pourra aussi se refermer rapidement, tant les crises happent désormais les agendas. Et Européens, et Africains, en seront les grands perdants.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org